



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'Étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 1er juin 2020

Comme aux Fonderies de Bretagne, à Maubeuge, à Choisy-le Roi...

Tous dans la rue, tous ensemble contre les licenciements

Le plan de suppressions d'emplois de Renault annoncée le 29 mai 2020 est une vraie saignée. 15 000 suppressions de poste dans le monde, dont 4 600 en France, dans tous les secteurs de l'entreprise : usines, centres d'ingénierie, services administratifs. A Choisy-le-Roi, c'est la fermeture totale du site, mais d'autres usines sont clairement sur la sellette comme Dieppe, Flins et Maubeuge.

Le gouvernement au chevet de Renault

« Renault joue sa survie », a estimé le ministre de l'économie Bruno Le Maire. Mais quand le gouvernement s'inquiète, c'est pour la survie des profits des patrons. Trois jours avant les annonces de Renault, Emmanuel Macron annonçait un plan de 8 milliards d'euros pour le « sauvetage de l'automobile », dont un prêt de 5 milliards d'euros pour Renault garanti par l'État.

Renault a totalisé plus de 25 milliards d'euros de bénéfices sur ces dix dernières années, mais c'est les patrons que le gouvernement s'empresse de sauver. Il les finance en les laissant détruire les emplois.

Quelle crise ?

Renault n'est pas un cas isolé : nombreuses sont les entreprises où les plans de suppressions d'emplois et de licenciements sont annoncés ou en projet. Sans compter que les patrons utilisent déjà cette menace pour dire que les temps sont difficiles et qu'il faudrait faire des efforts : « travailler plus », accepter des salaires au rabais, tout y passe.

La crise du coronavirus a bon dos. En quoi le fait d'avoir mis au ralenti l'activité économique pendant quelques semaines aurait pour conséquence nécessaire de se retrouver au chômage pour certains et d'avoir à travailler plus pour d'autres ? La vraie raison de ces attaques patronales est dans la rapacité des capitalistes qui veulent faire payer aux travailleurs les aberrations de leur système.

Pour notre survie, nos luttes

Les Fonderies de Bretagne, usine du groupe Renault, se sont mises en grève lundi dernier, face à la menace de fermeture qui avait fuité dans la presse. Cette réaction immédiate a poussé la direction locale à annoncer que l'usine ne fermerait pas. Les salariés des Fonderies ont eu bien raison de réagir aussitôt aux menaces en montrant leur force et détermination.

Autre réaction : à Maubeuge, une manifestation de plus de 5 000 personnes s'est tenue samedi pour réagir aux annonces. A l'instar de ces premières mobilisations, il faut une riposte aux plans de Renault et du patronat.

Tous ensemble !

Face aux annonces de Renault, certains, dans le monde politique, ne parlent que « relocalisation ». Pour Fabien Roussel, secrétaire du PCF, il s'agirait de « produire français ». On entend la même musique de tous bords, de Mélenchon à Marine Le Pen.

Mais la question n'est pas là. L'emploi en France ne s'oppose à celui des usines Renault en Turquie ou dans d'autres pays. L'emploi à Flins ne s'oppose pas à celui des autres usines Renault en France. Pas plus que l'emploi de l'usine Renault de Maubeuge ne s'oppose à celui de l'usine de Douai.

La question, c'est la défense des intérêts de tous les travailleurs, par delà les frontières, contre les profits égoïstes du grand patronat, des actionnaires et des capitalistes. Le monde du travail doit mettre en avant ses revendications. Il faut l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous. Il y aurait moins à produire ? Alors, il faut le partage du travail entre tous, avec le même salaire. Et aux actionnaires de payer ! Et embaucher massivement dans tous les services essentiels à la société. La semaine dernière, ont eu aussi lieu des rassemblements d'hospitaliers dans tout le pays, qui réclament des moyens pour l'hôpital et des hausses de salaire. Oui, il est l'heure de déconfiner les luttes sociales ! En France, comme partout dans le monde, y compris on le voit, aux États-Unis.

L'Étincelle est aussi en ligne

Facebook : NPA L'Étincelle – Renault Lardy

Twitter : Convergences Révolutionnaires @etincelle_npa

Les Bulletins de l'Étincelle @F_Bulletins

Instagram : etincelle_npa

Et sur <https://www.convergencesrevolutionnaires.org/>

Les prestataires en première ligne

La direction de Renault prévoit de supprimer 4600 postes en France et 15000 dans le monde. Mais c'est sans compter les salariés prestataires ou les intérimaires. Dès aujourd'hui, des collègues prestas voient leur contrat s'achever. Et cela au pire moment : quand les constructeurs restructurent et le chômage grimpe en flèche.

En pleine épidémie, certains prestataires comme ceux du PIM étaient si « indispensables » à Renault qu'ils devaient venir travailler sur site. Il leur a fallu se mobiliser pour obtenir des masques et quelques mesures sanitaires. Maintenant ils sont mis à la porte !

En première ligne pendant le confinement, ils le sont aussi dans le plan d'économies de Renault. Mais on voit bien que nous sommes tous dans le même bateau. Quelle que soit le statut, nous sommes tous menacés par les mêmes attaques. Et c'est tous ensemble et immédiatement qu'il faut réagir pour empêcher les suppressions de postes. Prendre sur les profits, travailler moins pour travailler tous, avec les mêmes salaires et les mêmes statuts. Voilà notre plan à nous.

Bal masqué des hypocrites

Depuis que la direction a reconnu (tardivement, et il a fallu l'aider) que le port du masque était nécessaire, un RH spécialiste des relations sociales fait la chasse aux salariés mal masqués. Difficile de croire que cette police sanitaire zélée ne cherche qu'à nous protéger, puisque c'est le même chef qui défendait au début du confinement que le port du masque était inutile.

Fermeture à demi-mot

« Je n'ai aucune intention a priori de fermer l'usine de Maubeuge. Je vous assure, je ne l'ai jamais dit et je ne l'ai même pas pensé d'ailleurs » a déclaré le même Senard. Une tentative d'apaiser les 2100 salariés du site qui ont massivement débrayé vendredi dernier et manifesté avec plusieurs milliers de personnes. Car le transfert de la production de la Kangoo à Douai reviendrait de fait à vider le site.

La direction de Renault joue sur les mots et les rumeurs pour préparer les esprits aux restructurations, les salariés n'ont rien à attendre des formules vides et des beaux discours.

Unissons-nous !

Depuis le 4 mai les travailleurs des trois sites catalans de Nissan sont en grève illimitée pour défendre leurs emplois après les annonces de fermeture. Depuis, et malgré les difficultés liées à l'épidémie, ils ont réussi à paralyser la production non seulement sur place, mais aussi dans d'autres sites au Royaume-Uni et en France. Les capitalistes se servent de la division internationale du travail pour mettre en concurrence les salariés.

Les travailleurs confrontés aux mêmes patrons et à la même exploitation peuvent aussi en profiter s'appuyer les uns les autres dans la lutte. C'est par notre union à nous que nous ferons reculer leur Alliance.

Prime à la casse sociale

Alors que Renault annonçait son plan d'économies, Macron sortait le carnet de chèque pour soutenir la recherche et relancer les ventes. Après la prime à la casse de 2009, voilà le modèle 2020, un peu plus « vert » que le Diesel de l'époque ! L'État va subventionner les ventes de véhicules plus « propres » à hauteur d'un milliard d'euros. Prime de conversion ou bonus écologique, c'est la même logique : payer les voitures avec de l'argent public pour vider les stocks et remplir les caisses des constructeurs.

Cet argent, les salariés n'en verront pas la couleur, mais ils paieront la facture.

Licenciements sans frontières

L'usine Renault de Oued Tlalat, près d'Oran, est elle aussi sérieusement menacée de fermeture. Ses 1300 salariés au chômage technique depuis février viennent d'apprendre que celui-ci est prolongé pour au moins trois autres mois supplémentaires. Le gouvernement algérien, sous pression de la rue depuis plus d'un an, a en effet mis fin au régime préférentiel pour l'importation des lots SKD/CKD destinés au montage des véhicules.

Privée de la rente que lui assurait la dictature algérienne, Renault entend en faire payer le prix aux travailleurs.

Chômage partiel, magouille totale

D'après des études récentes, près d'un quart des entreprises auraient continué à faire travailler des salariés tout en les déclarant au chômage partiel afin que l'État rembourse les salaires. Payer les salaires avec de l'argent public : une magouille à laquelle ont eu recours de grands groupes, sous le prétexte qu'il était difficile de savoir qui travaillait ou non pendant le confinement.

La ficelle est si grosse que le gouvernement a menacé les fraudeurs d'un plan de contrôle et de sanctions. Mais le ministère du Travail a tout de même rappelé le principe du « droit à l'erreur » des patrons et que la régularisation se ferait « à l'amiable » pour échelonner le remboursement des aides perçues illégalement.

Les lanceurs d'alerte qui ont eu le courage de dénoncer la fraude de leur patron apprécieront le geste.

Régularisation de tous les sans-papiers !

Samedi 30 mai, malgré l'interdiction de la Préfecture de Police qui voulait confiner la colère à coups de gaz lacrymogène et de matraques, des milliers de sans-papiers ont réussi à défiler dans la capitale, masqués comme il se doit.

Dans ce cortège, tous étaient conscients des risques sanitaires, d'autant plus qu'ils étaient tous au boulot pendant la crise. Leur détermination à obtenir les mêmes droits que les autres travailleurs n'en a été que plus forte face à la répression.

Une démonstration qui en appelle d'autres, pour faire tomber les frontières qui divisent les exploités.